

AKTUELL

ECONOMIE

L'entreprise qui aime la crise ?

Luc Caregari

9000 emplois de moins, dont 400 au Luxembourg : est-ce vraiment de mise pour ArcelorMittal qui vient d'afficher 3,8 milliards de dollars de bénéfices nets au troisième trimestre - soit une hausse de 29 pour cent ?

« ArcelorMittal lance des plans de départs volontaires ». L'intitulé du communiqué de presse par lequel le géant de l'acier annonçait la suppression de 9000 postes au sein de son entreprise sonnerait presque innovant, alors qu'il est une nouvelle déclaration de guerre aux syndicats et aux ouvriers qui ne se sont que moyennement remis des luttes de Gandrange, où - pour mémoire - 600 emplois vont disparaître de toute façon. Même si cette fois les ouvriers ne sont pas visés, mais les « cols blancs », donc le personnel administratif, la mauvaise nouvelle crée des remous un peu partout.

En France surtout, les syndicats et forces politiques de tous bords s'offusquent de ce qu'ils décrivent généralement comme un opportunisme de crise de la part d'ArcelorMittal. Sur son blog, la députée PS lorraine Aurélie Filipetti estime que la crise n'est qu'un « alibi et nous avons désormais la certitude que ces dégraissages étaient bien programmés par la direction d'ArcelorMittal ». De plus, elle rappelle les promesses faites par Nicolas Sarkozy aux ouvriers de Gandrange, surtout les 10 millions d'euros de l'Etat qui étaient destinés à sauver le site. Mais bon, Sarko est en train de révolutionner l'économie mondiale, alors une petite perte de 2.000 emplois - aux 600 ouvriers de Gandrange s'ajouteront 1.400 employés - ne devrait pas trop l'intéresser.

Mais la question essentielle est ailleurs. Pourquoi licencier du personnel administratif, alors que la crise frappe plutôt les usines que les bureaux ? Certes, la tendance de nos voisins français à tout bureaucratiser ne devrait pas avoir trop d'adeptes dans les couloirs de la direction d'ArcelorMittal, mais tout de même, se débarasser de 1.400 postes en même temps est du moins répréhensible, surtout que le pôle recherches aux portes de Metz semble aussi concerné.

Autre point sensible : la façon dont ArcelorMittal veut se débarasser

de ces gens. Plutôt que de licencier sec, le géant indien préfère parler de « départs volontaires ». Une bonne stratégie pour éviter trop de mauvaise presse, mais dangereuse pour les employés concernés. Ceux-ci pourraient se trouver exposés à des pressions de la part de la direction pour abandonner le poste. Car, honnêtement, qui veut démissionner de façon volontaire en temps de crise ? En tout cas, pas 1.400 personnes en même temps.

Au Luxembourg, on s'offusque aussi de la stratégie d'ArcelorMittal. Ainsi le parti de gauche « Déi Lénk » pose la question pourquoi le Luxembourg est concerné par ce plan, alors qu'il ne produit absolument rien qui puisse servir à l'industrie automobile. Car c'est cette dernière, ou plutôt la crise récente des grandes marques automobiles nord-américaines qui est évoquée par la direction d'ArcelorMittal pour justifier ses actions. En effet, la Burns Harbour Plant, située dans l'Etat de l'Indiana et considérée encore en 2006 comme un des fleurons du groupe parce qu'il livrait la majorité de la matière première aux constructeurs d'automobiles étatsuniens, devrait se trouver malmenée par les récentes difficultés massives de groupes tels que General Motors. Mais cette branche appartenait à Mittal bien avant sa reprise d'Arcelor et n'a rien à voir avec les branches européennes. Pourquoi alors un tel acharnement pour mettre du personnel à la porte ?

Peut-être que « Déi Lénk » ne font pas fausse route en supposant qu'il ne s'agit là que d'une manœuvre destinée à garder les mêmes marges de bénéfices pour la direction et les actionnaires. En tout cas, cela semble plus logique que les constructions d'ArcelorMittal.

SHORT NEWS

Monsieur OGM

Greenpeace a profité de la visite du président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour protester ouvertement contre ses « manoeuvres peu scrupuleuses ». Barroso aurait mis en place un deuxième groupe de travail à côté de celui instauré par la Présidence Française, afin de mieux servir le lobby ,pro-OGM'. « Le travail sur les OGM de la présidence française, qui va dans la bonne direction et qui est soutenu par la majorité des ministres de l'Environnement, dont Lucien Lux, est actuellement saboté par le président de la Commission européenne », s'indigne Maurice Losch, chargé de campagne OGM de Greenpeace Luxembourg. La veille du conseil des ministres de l'Environnement à Bruxelles, Greenpeace appelle les ministres à se prononcer en faveur d'une réforme radicale du système d'évaluation et d'autorisation des OGM dans l'UE afin de mieux protéger la santé des consommateurs et l'environnement des risques inhérents aux OGM.

Déi Lénk, la deuxième

Après sa première campagne lancée fin septembre sur le pouvoir d'achat, déi Lénk a présenté cette semaine une deuxième campagne consacrée à la crise du logement. Intitulée « Recht op wunnen » (Droit au logement), la campagne se décline par le collage, dans les deux mois qui viennent, d'affiches et la distribution de 55.000 dépliant dans lesquels l'organisation y présente ses réponses. L'on y retrouve des propositions telles que la création, par les pouvoirs publics, de 2.000 logements supplémentaires par an ou l'extension des droits des locataires.

Euroturmes

Es war nicht ganz einfach für die Anhänger von Claude Turmes „ihren“ Abgeordneten auf das Podest der „European Voice“ zu hieven. Das Internet-Voting der Zeitung nötigte sie auch die besten Staats- und EU-Behördenchefs auszuwählen. Dennoch, die Mühe hat sich gelohnt: Der emsige EU-Parlamentarier aus Luxemburg wurde wegen seines Berichtes über erneuerbare Energien zum „Europaabgeordneten des Jahres“ bestimmt.

woxx@home

Das Fundiblatt

In frühen Jahren war der Gréngespoun als Fundiblatt verschrien. Zu recht, wie unser Quiz zu beweisen scheint. Kein Problem, das nicht vom Klassenstandpunkt aus betrachtet wurde. Keine Fragestellung, die nicht auf Kapitalismus-Kritik hinauslief. So jedenfalls lesen sich die Einführungstexte zu den beiden bisher veröffentlichten Fragen unseres großen 20-Jahre-Quiz. Die heutige LeserInnenschaft mag diesen Ansatz bei der ersten Frage, die die Gesetzmäßigkeiten des kapitalistischen Systems zum Thema hatte, noch nachvollziehen können. Aber was bitte hat Verkehrsberuhigung mit Kapitalismus zu tun? Nichts. Natürlich hatte der Satzteufel einmal mehr zugeschlagen und der zweiten Quizfrage den gleichen Text vorangestellt wie der ersten. Damit sich die Gemüter nicht unnötig erregen: um die echte von der vermeintlichen Kapitalismus-Kritik unterscheiden zu können, finden die LeserInnen die korrekte Fragestellung zur zweiten Runde auf der Internetseite der woxx. Für Internetmuffel hier der unterschlagene Text: Runde 2, 1989: Wer spricht sich im Gréngespoun folgendermaßen gegen Tempo 30-Zonen aus? Die Zitate zur Frage finden sich im Internet und auf Seite 5 der Ausgabe 982 der woxx.